

# Les Français et les inégalités salariales

<https://www.ifop.com/publication/les-francais-et-les-inegalites-salariales/>

Ifop – novembre 2018

## **Mad&Women – Les glorieuses**

A l'approche de la date du 6 novembre, représentant symboliquement le moment à partir duquel les femmes françaises commencent à travailler bénévolement, l'Ifop en partenariat avec Mad and Women pour Les Glorieuses a interrogé les Français sur leurs perceptions des inégalités salariales entre les hommes et les femmes.

### **La perception de l'évolution des inégalités salariales est conditionnée par le sexe, l'âge et la sympathie partisane**

Plus d'un Français sur quatre (27 %) estime que les écarts salariaux entre les hommes et les femmes n'ont jamais été aussi répandus qu'aujourd'hui. Les femmes sont à cet égard plus enclines que les hommes à décrire une expansion des inégalités salariales liées au sexe (35 % vs 19 %). Au-delà de la variable prépondérante du sexe, deux autres facteurs sont constitutifs d'une telle perception : l'âge (37 % des 18-24 ans font état d'un accroissement de ces inégalités contre seulement 23 % des 65 ans et plus) et la proximité politique (les sympathisants des partis classés à la gauche du spectre politique sont 34 % à partager ce constat contre 12 % des proches de La République en Marche et 17 % de ceux et celles de la droite).

### **Les Français soutiennent une action volontariste du gouvernement en matière de lutte contre les inégalités salariales**

En dépit de la tendance à penser que les inégalités salariales entre les hommes et les femmes sont sur le déclin, près de trois Français sur quatre (73 %) soulignent que le gouvernement n'en fait pas suffisamment en la matière, une proportion qui culmine à 82 % chez les femmes (contre 63 % chez les hommes). Preuve de l'importance du prisme à travers lequel les inégalités salariales sont appréhendées, les juges les plus sévères de l'action gouvernementale sont aussi les personnes qui perçoivent un creusement des écarts de salaires liés au sexe (90 % la jugent insuffisante). Toutefois le clivage le plus structurant sur ce sujet est bel et bien politique : quand 84 % des sympathisants de gauche mettent en exergue les insuffisances de la politique de lutte contre les inégalités salariales du gouvernement, seuls 48% des proches de Lrem partagent ce constat.

### **Un impact potentiellement fort du principe du name and shame sur les choix des Français sur le marché du travail**

Soutenu par la secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, et évoqué comme une piste par Muriel Pénicaud, le principe du name and shame consistant à pointer du doigt les entreprises peu soucieuses de l'égalité salariale serait loin de laisser les Français indifférents : 61 % refuseraient de se porter candidat à un poste au sein d'une entreprise figurant sur une liste officielle recensant celles qui respectent le moins le principe d'égalité salariale.

Cependant, derrière ce résultat d'ensemble se cachent de fortes disparités selon le sexe qui tendent à atténuer l'impact potentiel du principe du name and shame, en particulier chez les hommes. En effet, moins d'un homme sur deux (48 %) s'abstiendrait de présenter sa candidature à un poste au sein d'une entreprise inscrite sur une telle liste, quand près de trois femmes sur quatre (74 %) le feraient.

#### **Fiche technique**

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 014 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 23 au 24 octobre 2018.